



# Situation économique et financière du Liban

10 avril 2007

© MINEFI – DGTPÉ

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

Trois années marquées par une croissance atone (source : FMI) :  
2005 : +1%  
2006 : 0%  
2007 : +1%

## Publications sur le Liban :

Les parutions de la Mission Economique de Beyrouth (tels le guide-répertoire des [implantations françaises au Liban et en Syrie](#), les guides [S'implanter au Liban](#) et [L'essentiel d'un marché Liban](#)), les conditions d'abonnement à sa lettre d'information mensuelle [La Lettre de Beyrouth](#) ainsi que le catalogue des services et prestations rendus aux entreprises françaises sont consultables ou téléchargeables sur notre site Internet [www.missioneco.org/liban](http://www.missioneco.org/liban).

Le scénario attendu au lendemain de la guerre de l'été 2006 d'un rebond de l'activité en lien avec les besoins de reconstruction, après un épisode récessif au 3<sup>ème</sup> trimestre, ne s'est finalement pas concrétisé ; la croissance au 4<sup>ème</sup> trimestre a sans doute été quasi nulle. Compte tenu du dynamisme de l'activité au cours du 1<sup>er</sup> semestre, la croissance devrait finalement stagner une nouvelle fois sur l'ensemble de l'année 2006 (après +1% en 2005). Le blocage politique que connaît le Liban depuis le début du mois de décembre a étouffé de nouveau la reprise. Ainsi, le profil de la croissance devrait être beaucoup plus lisse.

La reprise du dialogue politique est un préalable indispensable au regain de la confiance, qui conditionne le retour des investisseurs étrangers et la reprise du tourisme, ainsi qu'à la mise en œuvre des réformes structurelles présentées par les autorités libanaises début janvier 2007. Or, les engagements annoncés lors de la conférence de Paris III (à hauteur de 7,6 milliards USD) tardent à se concrétiser, d'autant plus que le décaissement de l'aide internationale (hors pays arabes) est partiellement conditionné au calendrier des réformes. Néanmoins, un programme post conflit a été approuvé le 9 avril par le FMI. Par ailleurs, même si le système financier a jusqu'ici fait preuve d'une grande résilience, toute nouvelle dégradation du contexte politico-économique pourrait en menacer la stabilité.

## Actualité économique

### Les perspectives économiques à court terme sont moroses

#### 1/ Une demande intérieure atone sauf l'investissement en construction

Les prévisions du FMI dans la lettre d'intention du programme post-conflit adoptée par le conseil d'administration le 9 avril tablent sur une croissance de -0,5% et +1,0% en 2006 et 2007.

La consommation privée a été atone une 2<sup>ème</sup> année consécutive si l'on se fie au rythme d'encaissement de la TVA (-2% après -4% en 2005). Le profil infra annuel est très heurté avec, en glissement annuel (ga), une hausse de 13,3% au 1<sup>er</sup> semestre et une baisse de 15,2% au 2<sup>nd</sup> semestre. Certaines enquêtes font état d'une accélération de l'émigration (200 000 Libanais, parmi lesquels beaucoup de jeunes diplômés) dans les mois qui ont suivi la fin du conflit. Ajoutée à la baisse du pouvoir d'achat des ménages restants du fait de l'absence de revalorisation des salaires, de l'inflation et de la remontée du taux de chômage (il aurait doublé depuis l'été 2006 pour s'établir entre 20 et 30%), aucun déterminant ne justifierait une reprise durable et soutenue de la consommation privée. Seule la perspective d'un relèvement des taux de TVA à partir de 2008 pourrait avoir un effet incitatif d'ici la fin de l'année 2007.

La consommation publique est restée contenue. Les dépenses budgétaires courantes hors charge de la dette ont diminué de 4,3% en 2006 (après -0,4% en 2005) : certaines ont été retardées, de nouvelles sont en revanche apparues dans le cadre de la reconstruction. La forte hausse des dépenses totales (+16,4%) est imputable au service de la dette (dissipation des effets de Paris II) et à la hausse des transferts à EDL (pour compenser le prix du pétrole).

L'investissement en construction est demeuré le seul moteur de la croissance

comme en témoigne le rythme des mises en chantier (+9,8% en 2006) ; de plus, d'énormes besoins sont apparus en lien avec la reconstruction des infrastructures et des logements touchés pendant la guerre. Toutefois, il semblerait que les nouveaux projets immobiliers et investissements arabes soient désormais au mieux en suspens, dans l'attente de jours meilleurs, et au pire annulés et redirigés vers d'autres pays de la région plus stables. Les chantiers en cours se poursuivent mais à un rythme ralenti.

L'investissement productif serait resté assez stable, si l'on se fie à l'évolution des importations en biens d'équipement (+2,1% en 2006 après -4,6% en 2005). Les perspectives sont cependant mieux orientées, bien qu'elles demeurent tributaires d'un retour de la confiance en lien avec le règlement de la crise politique. En effet, les PME touchées par le conflit vont pouvoir bénéficier de lignes de crédits accordées dans le cadre de Paris III pour une enveloppe de 1,3 milliard USD. L'aide devrait transiter par des banques privées, avec lesquelles les bailleurs de fonds vont signer des conventions, qui accorderont des prêts à des conditions avantageuses, qu'il s'agisse du taux ou des garanties apportées. De plus, à plus long terme, l'investissement devrait être stimulé par les mesures contenues dans le programme de réformes structurelles du gouvernement visant à accroître la croissance potentielle, en particulier l'amélioration de l'environnement des affaires.

## **2/ Des échanges extérieurs dont le dynamisme relatif traduit davantage un effet prix à la hausse**

Les exportations ont été durement affectées par le mois de conflit et les deux mois d'embargo alors qu'elles étaient très favorablement orientées en début d'année 2006. Elles ont néanmoins progressé de 21,4% sur l'ensemble de l'année. Cependant, leur dynamisme est un phénomène en trompe l'œil dans la mesure où il s'agit de données en valeur ; or, les exportations ont été stimulées par la hausse du cours de l'or et le poste « perles et pierres précieuses » a contribué à leur croissance à hauteur de 17,6% (24% du total des exportations en 2006). Les exportations pourraient bénéficier à moyen terme de la réhabilitation de l'appareil productif et de l'amélioration de leur compétitivité prix, reflétant la baisse du dollar vis-à-vis de l'euro, et à plus long terme de l'impact des réformes de Paris III. Par ailleurs, le nombre de touristes a baissé de 6,7% en 2006 par rapport à 2005. Les perspectives sont sombres pour le secteur qui est affecté par le blocage du centre ville et le prolongement de la crise politique : ainsi, les taux de remplissage des hôtels 4 et 5 étoiles sont inférieurs à 20% et le chômage technique s'est développé.

Les importations se sont stabilisées (+0,6%) ; hors pétrole, elles baissent pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive (-1,8% après -2,9% en 2005), reflétant bien l'atonie de la demande intérieure. Le dynamisme des importations de produits pétroliers (+8,4% après +7,5% en 2005) est imputable au renchérissement du cours du pétrole qui pèse d'autant plus sur l'économie que la dépendance au pétrole est quasi-totale. En effet, le Liban a le triple inconvénient de ne pas disposer de ressources en hydrocarbures, de ne pas avoir de raffineries en état de fonctionnement, et de pas recourir à des énergies de substitutions pour produire son électricité. Ainsi, la facture énergétique pèse sur les comptes d'Electricité du Liban (EDL), à qui l'Etat a dû verser 1 milliard USD en 2006.

Au final, le déficit de la balance commerciale a été moins prononcé en 2006 qu'en 2005 (-7,1 milliard USD au lieu de -7,5) mais cette amélioration est pour partie imputable à l'atonie de la demande intérieure. Ajoutée à l'ampleur des *remittances* (5,6 milliards USD en 2006 selon le dernier rapport de la Banque Mondiale) et de l'aide internationale reçue suite au conflit (dépôts de

l'Arabie saoudite et du Koweït pour un montant de 1,5 milliard USD), la balance des paiements a été très fortement excédentaire en 2006 (+2,8 milliards USD). La stabilité du secteur financier et du secteur bancaire ont permis de contenir la fuite des capitaux mais l'instabilité chronique du pays pourrait à terme décourager de futurs projets d'IDE.

## Situation financière

### **Le secteur financier fait toujours preuve d'une grande résilience**

#### **1/ La bonne tenue du bilan de la Banque du Liban et des banques commerciales malgré les mouvements de capitaux**

Le Liban a connu en 2005 et 2006 deux crises d'importance qui ont eu des répercussions en matières économique et financière : l'assassinat de Rafic Hariri le 14 février 2005 et l'intervention israélienne entre le 12 juillet et le 14 août 2006. Si les destructions ont été bien plus massives en 2006, les tensions sur les marchés financiers ont été beaucoup plus marquées en 2005.

Alors qu'il avait fallu près d'un an pour que les avoirs en devises étrangères de la Banque du Liban retrouvent leur niveau initial après l'assassinat de Rafic Hariri, la reconstitution des réserves de change a été quasi immédiate en 2006 suite au conflit jusqu'à atteindre un niveau record (13,5 milliards USD) fin septembre. C'est l'effet des prêts sous forme de dépôt de l'Arabie Saoudite et du Koweït pour un montant total de 1,5 milliard USD ainsi que des certificats de dépôt émis auprès du secteur bancaire pour un montant d'un milliard USD. Ainsi, dans un premier temps, la Banque du Liban a réussi le tour de force d'accroître ses réserves de change (13 milliards USD fin 2006, soit une progression de 11,3% par rapport à 2005). Cependant, la prolongation et l'aggravation de la crise politique, et le concours à l'Etat pour ses échéances de dette de février (1 milliard USD), en obligeant la Banque du Liban à intervenir pour maintenir inchangé le cours de la livre, ont en partie entamé ses réserves qui s'établissaient au 15 mars 2007 à 12,6 milliards USD.

Entre la fin du mois de juin et la fin du mois d'août 2006, le bilan des banques commerciales faisait apparaître une baisse de 1,7 milliard USD des dépôts du secteur privé résident et de 1,4 milliard USD des dépôts du secteur privé non résident. Les flux se sont inversés au cours du 2<sup>nd</sup> semestre : ainsi, sur l'ensemble de l'année, les dépôts du secteur privé résident et du secteur privé non résident ont respectivement progressé de 8% et baissé de 1%. Les résultats du secteur bancaire ont été positifs en dépit des circonstances : le total de leurs actifs fin 2006 s'est élevé à 76,2 milliards USD en progression de 8,3% sur un an, leurs profits ont atteint 665 millions USD et leurs fonds propres 6,3 milliards USD (+32%). Cette bonne santé devrait les amener à participer, sous forme de contribution volontaire, à l'effort de désendettement de l'Etat libanais, même si les établissements de crédit vont pâtir de la mise en application des normes de Bâle II en 2008.

#### **2/ Les tensions inflationnistes n'ont pas entraîné de hausse des taux directeurs de la Banque Centrale**

Tous les indicateurs font état de la permanence de tensions sur les prix depuis la guerre. Ainsi, selon l'Institut de recherche et de consultation, l'indice des prix à la consommation s'établissait à +6,45% en janvier 2007 (ga) après un pic à +8,31% en août. Les postes ayant le plus contribué à cette hausse sont l'alimentaire et les transports et communications (respectivement +14,41% et +8,72% ga). Les perspectives sont mieux orientées en 2007 : d'une part, par un simple effet de base, les prix des produits agricoles devraient ralentir après la forte hausse observée en 2006 ; d'autre part, la composante énergie devrait baisser en raison du tassement du prix du pétrole. La hausse du taux de TVA en 2008 et la réduction progressive des subventions sur les produits pétroliers devraient par contre se répercuter à la hausse sur les prix l'an prochain.

Les taux directeurs de la Banque du Liban sont restés inchangés en dépit des risques accrus pesant sur le Liban et de la remontée des tensions inflationnistes. Alors que le taux d'intérêt moyen des dépôts en livres

libanaises était remonté de 122 points entre janvier et mars 2005, il a baissé de 15 points entre janvier 2006 et 2007 pour s'établir à 7,47%. A l'inverse, le taux d'intérêt moyen des dépôts en USD a progressé de 67 points en un an pour s'établir à 4,8% en janvier 2007.

## Situation des finances publiques

### L'impact des réformes structurelles et de Paris III sur la dette ne devrait pas se concrétiser à court terme

#### 1/ Le solde primaire est redevenu négatif pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 2000

L'atonie de l'économie et les besoins de reconstruction ont mis à mal l'état de finances publiques déjà dégradées. Ainsi, le déficit se serait établi à plus de 3 milliards USD en 2006, en progression de 63,8%, du fait d'une contraction des recettes (-1,5%) et d'un bond des dépenses (+16,4%). Pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 2000, le solde primaire est devenu déficitaire en raison notamment des transferts à EDL. Par ailleurs, le service de la dette a progressé de 28,9% du fait de la dissipation des effets positifs de Paris II. La dette atteignait 40,4 milliards USD fin 2006, soit 180% du PIB, en hausse de 2 milliards (+5,2%).

#### 2/ L'impact à venir du programme de réformes du gouvernement et de la conférence de Paris III (janvier 2007) sur les finances publiques

La mobilisation internationale intervenue dans le cadre de Paris III a été sans précédents. Le total des engagements s'est élevé à 7,6 milliards USD, dont une partie est consacrée, directement ou indirectement, à la réduction de la dette : ainsi, le gouvernement libanais devrait bénéficier de dons pour 1,16 milliard USD (dont 981 millions au titre du support budgétaire et 179 millions pour le financement de projet) et de prêts à hauteur de 3,42 milliards USD (respectivement 1 338 millions et 2 086 millions pour le support budgétaire et l'aide projet). La rapidité des décaissements et les retombées sur la croissance ne sont pas garanties à court terme dans la mesure où, l'aide internationale étant en partie conditionnée, le blocage politique retarde la signature de certaines conventions de prêts et l'adoption des réformes.

Cette aide vient appuyer le programme de réformes du gouvernement libanais visant, entre autres, à réduire le poids de la dette via les privatisations, une hausse de la fiscalité, et une rationalisation des dépenses. Au final, l'objectif est de parvenir à un excédent primaire de 8 points de PIB en 2010. La mise en œuvre de ce programme (hors aide de Paris III) permettrait de réduire le poids de la dette à 145% du PIB en 2011 (soit 70% de mieux que par rapport à la dette tendancielle).

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de BEYROUTH (adresser les demandes à [beyrouth@missioneco.org](mailto:beyrouth@missioneco.org)).

#### Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



#### Auteur :

Mission Économique  
Adresse : Espace des Lettres  
Rue de Damas  
Beyrouth  
LIBAN  
Rédigée par : Thibault CRUZET  
Revue par : Jean-Paul DEPECKER  
Date de parution : 10 avril 2007

Version originelle du 04 juin 2002  
Version n°2 du 21 octobre 2005  
Version n°3 du 10 avril 2007